

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques  
Cité Galliane  
9 avenue Antoine Dufau  
40000 Mont-de-Marsan

Mont-de-Marsan, le 5 décembre 2025

Références : DREAL/2025D/10312  
Code AIOT : 0100057520

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14 novembre 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **MGTD**

184 Route de Lesgor - Zone Industrielle  
40370 Rion-des-Landes

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 novembre 2025 de l'établissement MGTD implanté 184 Route de Lesgor, Zone Industrielle, sur la commune de Rion-des-Landes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

MGTD  
184 Route de Lesgor - Zone Industrielle - 40370 Rion-des-Landes  
Code AIOT : 0100057520  
Régime : Enregistrement  
Statut Seveso : Non Seveso  
IED : Non

La société MGTD dispose d'un bail commercial depuis le 30 septembre 2024 pour exercer une activité de garage automobile, réparations, achat, vente de véhicules. Elle reprend les locaux, le terrain et l'activité exercée jusqu'à présent par le garage GARCIA HERMANOS.

Un arrêté préfectoral de mise en demeure de régularisation administrative avec mesures conservatoires pour l'évacuation des VHU et autres déchets présents sur le site a été signé le 12 décembre 2024.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- VHU

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Régularisation administrative	AP de Mise en Demeure du 12/12/2024, Article 1	Amende	-

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Mesures conservatoires	AP de Mise en Demeure du 12/12/2024, Article 2	Travaux d'office	-

<sup>(1)</sup> s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas respecté la mise en demeure du 12 décembre 2024 en ne procédant pas à la régularisation administrative (enregistrement ou cessation d'activité ICPE) demandée.

Par ailleurs, il a été constaté que l'activité de centre VHU illégal se poursuit très clairement malgré la mise en demeure. Les justificatifs d'évacuation des VHU évacués n'ont pas été transmis à l'inspection afin de justifier qu'ils ont bien été récupérés par un centre VHU dûment autorisé.

Une amende administrative est proposée à Monsieur le Préfet ainsi que des travaux d'office.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Régularisation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 12/12/2024, Article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Régularisation administrative
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société MGTD et son président Monsieur GIRARDIN Philippe sont mis en demeure de régulariser la situation administrative de l'activité d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage visées par la rubrique 2712-1 de la nomenclature installations classées pour la protection de l'environnement, exercée au 184 Route de Lesgor - Zone industrielle - 40370 Rion-des-Landes.</p> <p>L'exploitant est tenu de régulariser sa situation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit en déposant une demande d'enregistrement nécessaire au titre de l'article R. 512-49 et suivants du Code de l'environnement (rubrique 2712-1), sous réserve de la compatibilité avec les documents d'urbanisme, et en sollicitant l'agrément nécessaire,</li> <li>- soit en cessant ses activités et en remettant le site en état.</li> </ul> <p>Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fait connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure,</li> <li>- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant fournit dans le même délai les attestations prévues au III de l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement et au I et III de l'article R. 512-39-3,</li> <li>- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement et de demande d'agrément, ce dernier doit être déposé auprès des services de la préfecture (ou télédéclaré sur la plateforme <a href="https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R62282">https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R62282</a>) dans un délai de trois mois maximum. L'exploitant fournit dans les deux mois les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'études, etc.),</li> <li>- l'exploitant dispose de douze mois pour obtenir la régularisation administrative de ses installations.</li> </ul>

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

**Constats :**

À la date de la présente inspection, l'exploitant n'a transmis aucun courrier de notification de décision, aucun dossier de demande d'enregistrement ICPE, ni aucun dossier de cessation d'activité ICPE.

Pour autant, l'activité d'entreposage, de dépollution (très partielle) et de démontage pour revente de pièces et de métaux se poursuit : une zone dédiée est bien visible au Nord-Est du site avec plusieurs moteurs, radiateurs, catalyseurs et batteries au sol, sans aucune protection des sols et des intempéries.

Les sols présentent toujours autant de traces de pollution (taches noires d'huiles de vidange, bris de verre, de plastiques et autres déchets un peu partout).

Les récipients des liquides usagés à l'arrière du bâtiment débordent et ne sont pas abrités.

La situation est toujours aussi préoccupante du point de vue environnemental et sécuritaire.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet une amende administrative.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Amende

**N° 2 : Mesures conservatoires**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 12/12/2024, Article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesures conservatoires

**Prescription contrôlée :**

La société MGTD et son président M. GIRARDIN Philippe procèdent :

1. à l'évacuation, sous un délai d'un mois, de l'ensemble des déchets présents sur son site, et notamment des VHU tels que définis à l'article R. 543-297 du Code de l'environnement, vers des installations dûment autorisées à les recevoir agréées et transmet, dans le délai maximum de deux mois, les justificatifs de cette évacuation (factures, bordereaux de suivi de déchets, etc.) à l'inspection des installations classées,
2. à l'interdiction **sans délai** de tout nouvel apport de véhicules hors d'usage et d'autres déchets sur le site.

**Constats :**

L'inspection des installations classées a constaté les éléments suivants :

- l'arrière du site (hors zone réparation garage à l'entrée) a évolué. Des véhicules hors d'usage ont été évacués, déplacés ou apportés ;
- aucun justificatif d'évacuation des VHU n'a été transmis à l'inspection ;
- l'exploitant continue d'exercer très clairement une activité d'entreposage et de démantèlement de VHU, notamment pour récupérer et revendre des pièces et des métaux (moteurs, radiateurs, pots catalytiques, jantes, batteries, etc.) ;
- toujours aucunes précautions environnementales et sécuritaires n'ont été prises pour réaliser cette activité illégale (imperméabilisation des sols, abris, bacs de collecte étanches pour batteries, moteurs et autres pièces huileuses, collecte, traitement et le cas échéant confinement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées, moyens de défense incendie) ;
- de nombreuses taches noires de pollution sont présentes sur les sols avec des moteurs ouverts, des réservoirs fuyants et des contenants qui débordent ;
- les sols sont jonchés de bris de verre, de plastiques, de ferrailles et d'autres déchets divers en mélange.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet des travaux d'office.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Travaux d'office